



**HAL**  
open science

# Le Mexique terre d'accueil des exilés et terre de la solidarité

Charles Lancha

► **To cite this version:**

Charles Lancha. Le Mexique terre d'accueil des exilés et terre de la solidarité: Communication à l'Université de Saint-Etienne, 17 novembre 2011. 2011. halshs-01964567

**HAL Id: halshs-01964567**

**<https://shs.hal.science/halshs-01964567>**

Preprint submitted on 22 Dec 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## Le Mexique terre d'accueil des exilés et terre de la solidarité

Conférence à l'Université de Saint-Etienne (17-11-2011)

Au XXe siècle, le Mexique a été une terre d'asile politique exceptionnelle, d'autant plus exceptionnelle que le Mexique a été et continue d'être comme chacun le sait une terre avant tout d'émigration et non d'immigration. Nous allons porter aujourd'hui notre attention sur les exemples les plus significatifs d'accueil d'exilés politiques : l'accueil des républicains espagnols voués à l'exode par la victoire de Franco en 1939 et la réception des exilés chiliens et argentins pourchassés par les dictateurs du Cône Sud, Pinochet et Videla.

L'accueil massif des républicains espagnols à partir de 1939 avait été préparé dès 1937 entre le Président de la République mexicaine Lazaro Cardenas et le Président du Conseil espagnol Juan Negrin. En 1937, l'isolement diplomatique de l'Espagne était alors pratiquement total. Seuls le Mexique et l'Union Soviétique apportaient un soutien matériel et militaire à Madrid. Tout en poursuivant la lutte, le Président Negrin se voyait contraint d'envisager la défaite et, de façon symbolique, il s'était tourné vers Lazaro Cardenas pour savoir s'il accepterait d'accueillir une émigration massive d'Espagnols.

La réponse du Président aztèque mérite d'être rapportée car elle traduit un esprit de solidarité exemplaire : « Si un tel moment devait arriver, vous pouvez dire à votre gouvernement que les républicains espagnols trouveront au Mexique une seconde patrie. Nous leur ouvrirons les bras avec l'émotion et l'affection que mérite leur noble lutte pour la liberté et l'indépendance de leur pays... Ils pourront exercer leurs professions comme s'ils avaient obtenu leurs titres dans nos universités et l'Université mexicaine s'honorera en ouvrant ses portes aux professeurs qui ne pourront plus vivre en Espagne en raison de leur amour de la liberté et de l'indépendance<sup>1</sup> ».

Ces promesses furent intégralement tenues. Elles commencèrent à l'être dès 1937. En juin, le navire Mexique accosta au port de Vera Cruz avec à son bord 440 jeunes Espagnols orphelins de guerre. Cette initiative fut prise par le Comité d'Aide aux Enfants du Peuple Espagnol présidé par l'épouse du Président Cardenas. Ces enfants furent éduqués dans un internat de la ville de Morelia, capitale du Michoacan et ils sont devenus célèbres sous le nom de « Les enfants de Morelia ».

Cette même année 1937, Cardenas approuva la proposition qui lui était faite par de hautes personnalités mexicaines de prendre des dispositions pour que des intellectuels espagnols prestigieux soient admis à poursuivre leurs travaux au Mexique. Des fonds furent débloqués à cette intention et c'est ainsi que naquit « La Maison de l'Espagne » devenue par la suite « Le Collège du Mexique », un centre de haute culture<sup>2</sup>. De nombreux professeurs ou chercheurs furent également nommés dans les universités du pays. Cette contribution des intellectuels et des membres des professions libérales espagnols, en particulier les médecins, devait prendre dans les années qui suivirent une importance considérable. Ainsi s'exprima leur reconnaissance à l'égard du peuple mexicain.

Au début de 1939, à la chute de Barcelone le 26 janvier, près de 500000 réfugiés -hommes, femmes, enfants- fuient l'Espagne dans un dénuement total et traversent la frontière pyrénéenne en plein hiver<sup>3</sup>. C'est l'exode humain le plus important qui est jamais passé par les Pyrénées. Les autorités françaises n'avaient rien prévu pour les recevoir si ce n'est des

<sup>1</sup> Cité par Victor Alfonso Maldonado, « Vías políticas y diplomáticas del exilio », México, Salvat, Fondo de Cultura Económica, p.31.

<sup>2</sup> Sur la création de cette importante institution, cf. Francisco Caudet, *El exilio republicano de 1939*, Madrid, Cátedra, 2005, p. 137-144.

mesures de police et de sécurité. Ils furent d'abord regroupés dans des parcelles de terrains entourés de barbelés, que ce soit sur les plages du Roussillon, à même le sable, ou dans les champs enneigés du Vallespir ou de la Cerdagne. Comme l'a écrit l'historien espagnol Javier Rubio : « **Le froid, la faim, la gale, la dysenterie, sont, durant d'interminables semaines, les compagnons inévitables des internés** ». Devant l'ampleur de l'exode, le gouvernement français décide l'aménagement sommaire de camps de concentration avec des baraquements de fortune au Barcarès –primitivement conçu pour 50000 personnes-, à Argelès, Saint Cyprien, Le Vernet (Ariège), Bram (Aude), Agde (Hérault), Septfond (Tarn et Garonne) et Gurs (Basses-Pyrénées). C'est dans ce contexte dramatique que l'aide du Mexique va se déployer avec une intensité et une constance indiscutables.

Sur les instances expresses de Lazaro Cardenas, le corps diplomatique mexicain en France s'est dépensé sans compter auprès du régime de Vichy puis des autorités allemandes et italiennes à partir de juin 1940, pour mettre en œuvre l'émigration non seulement des républicains espagnols mais de tous les étrangers retenus dans les camps de concentration français de l'époque, en particulier les anciens brigadistes et les Juifs. A propos des Brigades Internationales, on se souvient qu'elles furent dissoutes le 21 septembre 1938. Lazaro Cardenas ordonna aussitôt à son ambassadeur en Espagne, Adalberto Tejeda, de rapatrier au Mexique tous les brigadistes allemands, autrichiens et Italiens et tous les ex-membres des brigades originaires des pays de l'est de l'Europe qui, s'ils étaient retournés dans leurs pays auraient été victimes de la répression. Cela concernait en particulier 313 Polonais, 98 Tchèques, 56 Roumains et d'autres brigadistes de différentes nationalités. La droite mexicaine protesta violemment contre la venue des « rouges » et la décision fut rapportée, selon l'historien israélien Haim Avni. Il semble être dans le vrai car, effectivement, en vertu de l'article 19 de l'armistice du 22 juin 1940, les internés allemands et autrichiens furent livrés aux nazis et furent déportés à Dachau où se trouvait un bloc réservé aux anciens brigadistes<sup>4</sup>. D'autres brigadistes s'engagèrent aux côtés de la Résistance française, notamment Artur London, Pierre Georges (alias Colonel Fabien), Henri-Rol Tanguy ou encore Joseph Epstein, fusillé au Mont Valérien le 11 avril 1944.

Le nom de Gilberto Bosques, consul général du Mexique en France de 1939 à 1942, doit être rappelé car des milliers de personnes lui doivent la vie. On connaît de Bosques cette déclaration : « **Dans ce cadre humain dramatique, l'assistance et l'aide aux victimes israélites de persécutions acquièrent la dimension d'un devoir proprement humain. Le Mexique n'avait pas adopté une attitude catégorique sur ce plan. Mais on avait affaire à un drame et il fallait aider ces gens** »<sup>5</sup>.

Effectivement, selon une étude de Daniela Gleizer Salzman<sup>6</sup>, le Président Cardenas, influencé sans doute par la politique alors généralisée des quotas<sup>7</sup> comme de l'hostilité particulièrement

<sup>3</sup> Javier Rubio précise : « Autour de 465000 Espagnols sont entrés alors en France, dont environ 170000 civils ». In Pierre Milza et Denis Peschanski (comp.) *Italiens et Espagnols en France*, Paris, 1994, p.39.

<sup>4</sup> Selon Benedikt Behrens, en janvier 1939, le gouvernement mexicain élargit son offre d'asile aux brigadistes puis, cédant à une campagne agressive contre les « bolcheviks internationaux », revint sur sa décision. Fin août 1940, le président Cardenas ordonna à l'ambassadeur mexicain, Rodriguez, de prendre sous sa protection les brigadistes allemands et italiens. « El consulado general de México en Marsella bajo Gilberto Bosques y la huida del sur de Francia de exiliados germanoparlantes 1940-1942 » *Tzintzun, Revista de Estudios Históricos*, janvier-juin 2003, n° 037, p.152.

<sup>5</sup> Jordy Melendez, « Gilberto Bosques, un Schindler mexicano », <http://treff3.net/?p=4822>, 13-04-2010.

<sup>6</sup> Daniela Gleizer Salzman, *México frente a la inmigración de refugiados judíos : 1934-1940*. México, CONACULTA-INAH, 2000, 202 p.

<sup>7</sup> On ne soulignera jamais assez le caractère tragique de cette politique des quotas adoptée pour une large part comme une réponse à la crise économique. Sous prétexte de respecter de « nécessaires » quotas, les pays démocratiques se refusent à accueillir largement les Juifs persécutés par les nazis. Fuyant la répression, du demi-

agressive de la droite et de la réaction mexicaines ne s'impliqua guère en faveur des Juifs allemands ou autrichiens, pas plus d'ailleurs que vis-à-vis d'autres nationalités. Ceci conformément à la législation mexicaine de l'époque sur l'immigration qui appellerait de longs développements et dont l'esprit a bien été résumé par Clara E. Lida : « L'idée que l'immigration devait viser une intégration rapide et aisée de l'étranger à la société mexicaine postulait un métissage culturel et ethnique qui ne fut pas étranger aux racines du Mexique<sup>8</sup> ». Aux yeux des Mexicains, les Espagnols entraient dans ce cadre compte tenu des vicissitudes de l'Histoire alors que d'autres peuples étaient arbitrairement frappés d'exclusion.

Cardenas, pour des raisons idéologiques, s'occupa personnellement des républicains espagnols dans un esprit solidaire mais c'est le ministre de l'Intérieur, Ignacio Garcia Tellez qui assumait le dossier de l'immigration dans son ensemble. Antisémitisme, il imposa une politique de rejet des Juifs<sup>9</sup>. Les campagnes antisémites tiraient prétexte de l'expulsion massive par les Etats-Unis de travailleurs mexicains désormais privés d'emplois en raison de la grande dépression pour s'opposer à l'ouverture des frontières.

L'étude de Daniela Gleizer est convaincante mais il n'en reste pas moins que de nombreux Juifs ont cependant trouvé refuge au Mexique de 1934 à 1940 : entre 1850 et 2250 selon certains auteurs<sup>10</sup>. Le 12 juillet 2007, la communauté juive mexicaine a rendu hommage à Gilberto Bosques en reconnaissance de la tradition d'asile et de solidarité du Mexique et a demandé qu'il soit déclaré Juste parmi les Nations.

Grâce aux efforts de Gilberto Bosques, installé à Marseille, -châteaux de la Reynarde et de Montgrand où étaient hébergés 2500 réfugiés en provenance des camps de concentration- de nombreux navires furent affrétés en coopération avec deux organisations espagnoles – le JARE, Junte d'Aide aux Républicains Espagnols et la SERE, Service d'Emigration de la République Espagnole- qui conduisirent entre 20000 et 25000 républicains espagnols au Mexique<sup>11</sup>. Le plus célèbre fut le Sinaia qui mouilla au port de Vera Cruz le 13 juin 1939 avec

---

million de Juifs allemands 300000 sont contraints à l'exil selon les estimations de Abraham Zilberman. Anne Grynberg a démontré que la France n'a manifesté aucun zèle à leur prêter secours. Quelques dizaines de milliers seulement furent admis et même un camp pour immigrés fut ouvert. La gauche et le Front Populaire se solidarisèrent avec les victimes de l'hitlérisme. Selon Catherine Nicault : « Sous couvert de *real politik* la France officielle de Daladier et de Bonnet a bel et bien abandonné les Juifs ». In « L'abandon des Juifs avant la Shoah : la France et la conférence d'Evian », *Les cahiers de la Shoah*, n°1, 1994. Les Etats-Unis ne firent pas davantage preuve de générosité. Entre 1933 et 1939, ils n'ouvrirent leurs portes qu'à 27000 immigrants. Le président Roosevelt prit toutefois l'initiative de la conférence d'Evian pour poser le problème de l'accueil des Juifs mais Britanniques et Français s'employèrent à la saboter. Sur ces derniers points, cf. Max Bery « Roosevelt y el problema judío en la Alemania de Hitler », *forojudio.com*, 8-12-2011. A retenir ce jugement de David S. Wyman : « Ce ne fut pas l'absence de projets réalisables qui fit obstacle au sauvetage de plusieurs milliers de Juifs européens. Ce ne fut pas non plus le manque de navires, le danger d'infiltration d'agents subversifs...Le véritable obstacle fut l'absence d'un puissant désir de sauver les Juifs ». In *L'abandon des Juifs, les Américains et la solution finale*. Paris, Flammarion, 1987, p.433.

<sup>8</sup> Clara E.Lida, Reseña de « México frente a la inmigración de refugiados judíos : 1934-1940 » de Daniela Gleizer Salzman ». *Historia Mexicana*, enero-marzo, año/vol. LI, n°003, p. 694.

<sup>9</sup> Daniela Gleizer Salzman souligne l'importance de sa responsabilité : « Comme la décision finale pour ce qui touchait à l'immigration juive lui incombait et qu'il y était totalement hostile, Garcia Tellez a joué un rôle de primordiale importance dans le refus du Mexique d'ouvrir ses portes aux réfugiés juifs qui fuyaient les nazis. On doit ajouter que le ministre de l'Intérieur témoignait d'un nationalisme exacerbé si bien que –à la différence de Cardenas- il se montra réservé et précautionneux à l'égard de l'immigration des réfugiés espagnols ». *Ibid*, p. 134.

<sup>10</sup> Erika Lara Ríos, compte rendu du livre de Christian Kloyberg,(compilador), *Exilio y cultura. El exilio cultural austriaco en México*. México, Secretaría de Relaciones Exteriores, 2002, p. 3, <http://www.iih.unam.mx/moderna/ehmc/EHMC25/309.html>

<sup>11</sup> Sur ces deux organismes, cf. Pablo Carriedo Castro, « Los hombres de Lázaro Cárdenas : apuntes sobre la ayuda mexicana al exilio español de 1939 », publication électronique de l'Université Complutense de Madrid, ISSN 1578-6730, p.8-9. Carriedo Castro donne d'intéressantes précisions sur les deux centres d'hébergement où



1600 réfugiés à son bord. Le ministre de l'intérieur et les principaux dirigeants de la Confédération des Travailleurs Mexicains les accueillirent par des discours de bienvenue et la population les acclama.

On se doit de souligner que le Mexique, à lui seul, a admis plus de réfugiés que l'ensemble du continent américain. On se doit aussi de noter que ces réfugiés représentaient le septième de ceux qui restèrent en France. Rappelons que, dès juin 1939, la moitié des Espagnols étaient retournés dans leur pays à leurs risques et périls, désespérés de leur situation en France. La diaspora républicaine était descendue à 280000 personnes<sup>12</sup>. Comme l'observe l'historien espagnol Nicolas Sanchez Albornoz : « **Dans l'imaginaire espagnol, le Mexique est resté malgré tout comme la principale protectrice des valeurs et des symboles de la République alors même que la France a été la principale terre d'asile** »<sup>13</sup>. Il explique ce paradoxe par le fait que, au Mexique, les Espagnols furent accueillis en général chaleureusement, disposèrent d'une grande liberté d'action et jouirent souvent d'un statut social et culturel élevé, alors qu'en France ils subirent la persécution des Allemands -40000 furent déplacés en Allemagne pour y être soumis à un travail forcé, 15000 d'entre eux furent déportés à Mauthausen ou 10000 périrent<sup>14</sup>- ou l'autoritarisme de Vichy, un régime totalement acquis au franquisme. L'historien israélien Haim Avni a pu écrire : « **Le danger qui les menaçait à cause de l'influence allemande sur le régime du maréchal Pétain était à peine moindre que celui qui concernait les Juifs. Le Mexique passa du statut de pays refuge à celui de pays protecteur** »<sup>15</sup>. Un accord franco-mexicain sur les réfugiés espagnols fut signé le 23 août 1940<sup>16</sup>.

Le 27 juin 1941, lorsque les autorités allemandes interdirent de façon définitive toute réémigration en Amérique, elles spécifièrent que les « communistes actifs » devaient leur être « remis », « afin d'être conduits en Allemagne pour y être isolés ». Une formulation au cynisme typiquement nazi. Le prétendu isolement signifiait en fait la mort dans les camps de déportation. Ici, Mauthausen.

Il a été précisé que l'accueil des républicains au Mexique fut en général chaleureux. Il ne le fut pas unanimement. Tout d'abord, les Espagnols fixés dans le pays souvent depuis longtemps et qui y avaient plus ou moins fait fortune -les *gachupines*- étaient tout acquis au franquisme, se réjouissaient de la chute de la république et considéraient leurs compatriotes nouvellement arrivés comme des « rouges », des indésirables. Il n'y avait aucune solidarité à attendre de leur part, tout au contraire. Ensuite, la droite mexicaine était puissante et active :

---

furent accueillis plusieurs milliers de personnes.

<sup>12</sup> Javier Rubio avance les chiffres suivants : « Jusqu'à la fin de 1939...on peut estimer qu'entre 345000 et 353000 réfugiés retournent en Espagne ce qui représente approximativement les deux tiers du total de la grande vague migratoire de janvier-février .... ». Ibid.. p.40. A la fin de 1939, ils ne sont plus que 140000 et, en juin 1940, 125000.

<sup>13</sup> «El exilio español en México en perspectiva comparada», in Pablo Yankelevich (coord.), *México país refugio*. México, CONACULTA-INAH, 2002, p.202.

<sup>14</sup> Cf. Manuel Razola et Mariano Constante, *Triangle bleu, les républicains espagnols à Mauthausen*. Paris, Gallimard, 1969, 194 p. Dans la préface, Pierre Daix retrace les caractères du camp : « Les Espagnols ont dû affronter le système des camps hitlériens dans des conditions particulières et particulièrement affreuses. D'abord, parce que tous les témoignages des survivants concordent pour dire qu'en cette période de l'ivresse des grandes victoires, les S.S. firent régner dans les camps la plus bestiale des terreur et que ce fut la pire époque de toute l'histoire concentrationnaire. Ensuite, parce que Mauthausen, camp créé en Autriche après l'Anschluss appartenait à la catégorie III, la plus épouvantable... Ensuite, parce qu'ils représentaient, aux yeux des hitlériens, l'adversaire type à anéantir... », p. 8. Cf. également Mariano Constante, *Les années rouges de Guernica à Mauthausen*. Paris, Mercure de France, 1971, 245 p.

<sup>15</sup> [http : //www.tau.ac.il/eialIII\\_1/avni.htm](http://www.tau.ac.il/eialIII_1/avni.htm), p. 7.

<sup>16</sup> Sur cet accord cf. Denis Rolland, « Vichy et les réfugiés espagnols », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, juillet 1986, vol.11, p.66-74. Avant même la signature de l'accord, 10000 républicains espagnols avaient été accueillis au Mexique.

en septembre 1939 est fondé le PAN –Parti d’Action Nationale-. L’extrême droite, représentée par le mouvement sinarquiste, était considérée par les contemporains comme un fascisme mexicain. En 1939, elle regroupait 90000 militants et 360000 en 1940. Les sinarquistes étaient de farouches partisans de Franco. Voici ce qu’écrivait à propos du Caudillo un de leurs principaux leaders, Salvador Abascal : « **« j’ai toujours pensé que le salut du Mexique passait par la réaffirmation de son esprit catholique, de sa tradition catholique, et comme nous avons reçu cela de l’Espagne, il faut resserrer nos liens avec l’Espagne, à travers l’esprit hispaniste. Et c’est précisément Franco qui a restauré l’hispanité en Espagne. Avec l’Espagne nous avons des relations idéologiques, mystiques »**. Si l’on a présent à l’esprit la puissance de l’opposition, on mesure mieux la force des convictions progressistes de Lazaro Cardenas et le courage dont il fit preuve dans son soutien aux républicains espagnols. Un de ses jugements mérite d’être rapporté car il traduit son unionisme hispano-américain : « **Le Mexique ne demande rien pour son action en faveur de l’Espagne ; il établit seulement un précédent de ce que l’on doit faire pour les peuples frères quand ils sont confrontés à des situations difficiles comme c’est le cas aujourd’hui de l’Espagne**<sup>17</sup> ». Notons que, à l’époque, la plupart des pays latino-américains –comme l’Argentine, le Brésil et le Pérou ne cachaient pas leurs sympathies pour le franquisme.

Il importe de rappeler également que, en juillet 1940, le général Avila Camacho succéda à la présidence à Lazaro Cardenas. Sous sa présidence, le Mexique continua à accorder un soutien limité aux Espagnols réfugiés en France<sup>18</sup>. En août 1940, un accord fut conclu avec Vichy aux termes duquel le Mexique confirma sa volonté de prendre sous sa protection tous les républicains espagnols, s’engagea à subvenir à leurs besoins et à les transporter au Mexique. Les deux anciens châteaux près de Marseille loués par le Consul Général continuèrent à héberger les réfugiés dans l’attente de navires aptes à les amener dans leur nouvelle patrie. Les relations franco-mexicaines se dégradèrent progressivement avant la rupture diplomatique qui intervint le 10 novembre 1942. A partir de cette date, le soutien aux républicains espagnols continua à se manifester mais de façon clandestine.

Avant de conclure brièvement, il paraît important de rappeler un exemple emblématique de la haute idée que se faisait Cardenas du droit d’asile. Nul n’a oublié que le Mexique fut le dernier refuge de Léon Trotsky. Chassé de toutes parts, poursuivi par la vindicte de Staline, Trotsky obtint le droit d’asile au Mexique grâce à une décision personnelle de Cardenas<sup>19</sup>. De la droite au Parti communiste, nul ne voulait entendre parler de l’admission du révolutionnaire russe. Dans l’entourage même du Président, la plupart de ses ministres s’y opposaient. Il passa outre et accepta la demande du muraliste Diego Rivera de l’accueillir le 7 janvier 1937. Trotsky devait mourir assassiné le 21 août 1940, sur les ordres de Staline, par un certain Ramon Mercader. En 1941, un autre opposant à Staline, le grand écrivain Victor Serge arriva au Mexique.

Un dernier mot sur le thème qui nous occupe : le Mexique ne reconnut jamais le régime franquiste. La reprise des relations diplomatiques avec l’Espagne n’intervint qu’au retour de la démocratie, en 1977. En 1982, des spécialistes mexicains de l’exil républicain rendirent hommage à la diaspora espagnole. José Lopez Portillo, ex-président de la République, souligna dans la préface du livre « la fécondité de la décision cardeniste d’accueillir les

<sup>17</sup> Francisco Caudet, op.cit. p. 132.

<sup>18</sup> C’est ce qu’observe Denis Rolland : « Face à une situation économique intérieure difficile, à une opinion hostile à l’immigration espagnole, le gouvernement mexicain publie des décrets (21 janvier et mars 1941) restreignant et réglementant l’immigration... ». Op. cit., Ibid. p.69.

<sup>19</sup> Cf. Olivia Gall : « Un solo visado en el planeta para León Trotsky » in Pablo Yankelevich, *México país refugio*. México, CONACULTA-INAH, 2002, p.63-89.

républicains. Une fécondité de grande portée, aussi bien par rapport aux luttes du monde en faveur de la démocratie que par rapport à notre évolution culturelle, économique et sociale »<sup>20</sup>.

### L'accueil des exilés chiliens

Comme dans le cas des républicains espagnols, le Mexique du président Luis Echeverria se porta immédiatement aux côtés des Chiliens traqués par la dictature de Pinochet. Cette réaction fut d'autant plus naturelle que Luis Echeverria s'était rapproché du Chili socialiste de Salvador Allende dans le cadre d'une politique de promotion du Tiers Monde et de pluralisme idéologique. Des accords commerciaux et culturels avaient été conclus entre les deux pays. Le gouvernement mexicain considérait avec sympathie le processus chilien. Lorsqu'un véritable boycott économique fut imposé au Chili de l'Unité Populaire, le Mexique lui accorda des prêts et l'approvisionna en pétrole.

Rappelons que le président Salvador Allende, en décembre 1972, pour témoigner sa reconnaissance aux autorités aztèques, réalisa une visite d'Etat au Mexique. Il prononça à cette occasion un long discours devant le Congrès et évoqua en particulier une proclamation de Lazaro Cardenas s'insurgeant contre les puissances d'argent qui s'opposaient à la nationalisation des ressources pétrolières du pays. Cet appel à la résistance nationale lui avait inspiré ce parallèle : « Comment ne pas se souvenir de ces propos qui s'appliquent avec éclat à la réalité que subit ma patrie alors que, il y a quelques heures, une multinationale, l'ITT, a été sur le point de nous entraîner dans une guerre civile afin d'empêcher mon gouvernement d'accéder au pouvoir ... »<sup>21</sup>. Très logiquement, Echeverria condamna le putsch de Pinochet et offrit l'asile politique aux victimes de la répression.

Dans un premier temps, du 11 septembre 1973 à juin 1974, c'est l'ambassade du Mexique à Santiago qui témoigna d'un large esprit de solidarité : des centaines de militants de l'Unité Populaire poursuivis par le régime pinochétiste y trouvèrent refuge et eurent ainsi la vie sauve. L'afflux de Chiliens aux portes de l'ambassade durant les premiers jours et la solidarité mexicaine exaspérèrent les putschistes qui renforcèrent le siège de l'ambassade.

Le 11 septembre, en raison du couvre-feu, personne ne put accéder à l'ambassade mais, dès le lendemain, 400 personnes s'y réfugièrent. Ensuite, jusqu'au milieu de l'année 1974, l'ambassade du Mexique accueillit plusieurs centaines de Chiliens traqués par le régime militaire. Au-delà de juin 1974, elle fut désertée<sup>22</sup>. La rupture des relations diplomatiques entre le Mexique et le Chili intervint en juin 1974. Le gouvernement du Mexique accorda immédiatement l'asile à des personnalités menacées d'arrestation et de mort. L'ambassadeur, Gonzalo Martinez Corbala, accueillit personnellement la veuve d'Allende, ses filles et ses petits-enfants. Pablo Neruda fut invité à trouver refuge au Mexique mais la mort le surprit dans les jours qui suivirent le coup d'Etat. Le général Prats, alors exilé en Argentine, reçut la même invitation mais il la déclina. Ce refus devait lui coûter la vie, victime de l'Opération Condor.

<sup>20</sup> Francisco Caudet, op.cit. p. 286.

<sup>21</sup> Gonzalo Martinez Corbala, *La historia que viví*. México, Ediciones La Jornada, p. 120-121.

<sup>22</sup> Luis Maira distingue trois vagues successives d'exilés chiliens au Mexique : une première -85% de l'ensemble- au temps de l'ambassadeur Gonzalez Corbala, une deuxième, à partir de deux vols successifs de prisonniers de guerre, en 1975, et une dernière formée de personnalités ayant obtenu un visa de sortie de la junte. In Pablo Yankelevich (coord.), *En México, entre exilios. Una experiencia de sudamericanos*. México, Plaza y Janés, Editores, 1998, p. 129.



Parmi les centaines de Chiliens qui aspiraient à émigrer pour fuir les menaces de mort, aucun critère de sélection ne fut opéré. C'est ce qu'affirme l'ambassadeur Martinez Corbala : « **En aucun cas je n'ai refusé l'asile. Je savais que je pouvais me tromper, il se pouvait qu'ils exagèrent le péril encouru. Mais je préférais me tromper ... et ne pas les exposer en les refoulant. Aussi tous ceux qui entrèrent dans l'ambassade vinrent au Mexique**<sup>23</sup> ».

La solidarité des diplomates mexicains fut rapidement connue et c'est ce qui explique l'afflux de demandeurs d'asile en danger de mort en l'espace de peu de jours. Selon les chiffres officiels ; 725 personnes furent concernées. A celles-ci s'ajouta un deuxième contingent de Chiliens qui arrivèrent au Mexique en mars et mai 1975 composé de 163 prisonniers politiques libérés par la junte militaire. Il convient de mentionner par ailleurs les Chiliens accueillis au Mexique grâce à l'intervention du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (l'ACNUR).

Les autorités mexicaines se dépensèrent sans compter en vue de faciliter l'accueil des exilés chiliens. A titre symbolique, on peut retenir cette déclaration du président Luis Echeverria : « Les réfugiés politiques peuvent travailler avec une grande liberté. Un comité en charge de leur emploi a été formé et beaucoup d'offres leur ont été proposées. ..Ils ne seront pas une charge, ce sont des personnes laborieuses...ce sont des frères dans le malheur...accueillis dans un esprit de solidarité »<sup>24</sup>.

L'exil chilien au Mexique fut, du point de vue du nombre, relativement peu important. D'après l'Office National du Retour (ONR), le nombre total de Chiliens qui fuirent leur pays s'établit à 700000, parmi lesquels 200000 exilés politiques. Environ 10000 personnes gagnèrent le Mexique au plus fort de la crise migratoire. Ensuite, selon Luis Maira : « l'exil qui se fixa au Mexique représenta un peu plus de 2000 personnes politiquement engagées, auxquelles s'ajoutèrent leurs familles »<sup>25</sup>. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur mexicain, les exilés chiliens, en 1977, ne dépassaient pas le chiffre de 2200<sup>26</sup>.

Les exilés chiliens au Mexique étaient majoritairement des personnes non qualifiées (58,34%) ; seuls 30% présentaient une qualification professionnelle. Etant donné les caractéristiques du marché du travail mexicain, les personnes non qualifiées se heurtèrent à de grandes difficultés pour trouver un emploi. Nombre d'entre elles durent s'expatrier à nouveau vers d'autres pays comme le Canada, Cuba ou l'Allemagne démocratique<sup>27</sup>. En revanche, les titulaires de diplômes universitaires contribuèrent aux côtés des Mexicains à la création d'importants centres universitaires comme la Faculté Latino-américaine de Sciences Sociales (FLACSO), ou l'Université Autonome Métropolitaine (UAM). De nombreux Chiliens attirés par ces opportunités accoururent d'autres pays où ils s'étaient exilés.

Luis Maira –figure importante au temps de l'Unité Populaire et réfugié au Mexique de 1973 à 1984- a pu écrire que : « **Au Mexique, l'exil était formé par des gens d'un haut niveau professionnel** ». Il est bien connu que les exilés chiliens étaient très politisés. Berlin était la capitale politique de l'exil mais Mexico était reconnu comme « tête de série » : entre 1976 et

<sup>23</sup> Pablo Yankelevich , op.cit., p.267.

<sup>24</sup> Cité par Monica Palma Mora, *Les Cahiers ALIM*, 7/2003, p. 12.

<sup>25</sup> « Claroscuros de un exilio privilegiado » in Pablo Yankelevich, (coordinador) , *En México, entre exilios. Una experiencia sudamericana*. México, Plaza y Valdés Editores, 1998, p. 128.

<sup>26</sup> Cf. José del Pozo Artigas, *Exiliados, emigrados y retornados chilenos en América y Europa, 1973-2004*. Santiago de Chile, RIL Editores, 2006, p.111.

<sup>27</sup> Un exilé, Gabriel Reyes Arriagada, s'est fait l'écho de ces épreuves : « Les premiers mois furent très difficiles nous ne connaissions pas le milieu, nous connûmes de longs mois sans travail, vivant seulement grâce au soutien de l'ACNUR –Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés- et au gouvernement mexicain qui avait créé « la Maison du Chili », [http : //www.tribunadelbiobiocl/portal](http://www.tribunadelbiobiocl/portal), 10-01-2012.



1979, le Secrétariat de la Solidarité pour l'Amérique fonctionna au Mexique sous la direction de Luis Maira.

Il a été signalé antérieurement que, entre mars et juin 1975, 165 prisonniers politiques furent libérés et arrivèrent au Mexique. Leur venue suscita certaines critiques mais la majeure partie de l'opinion publique non seulement approuva leur accueil mais se prononça pour la libération de Clodomiro Almeyda –ministre socialiste de premier plan de Salvador Allende- et Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste chilien. Le Mexique a été un des pays qui ont développé une active campagne de solidarité en faveur des leaders de l'Unité Populaire emprisonnés.

La solidarité des autorités mexicaines et tout particulièrement du Président de la République Luis Echeverria à l'égard des exilés chiliens, aussi bien matérielle que sociale ou politique fut permanente. De nombreuses initiatives furent prises pour faciliter leur insertion dans le monde du travail ; deux exemples :

- l'UNAM réserva des postes à des Chiliens<sup>28</sup>
- En octobre 1976, le Pouvoir Exécutif favorisa l'habilitation et la reconnaissance des titres universitaires chiliens. Une initiative importante mérite d'être retenue : la création de « la Maison du Chili », le 11 septembre 1974. L'association, financée par les autorités mexicaines, développa une intense activité politique, culturelle et de solidarité<sup>29</sup>.

En conclusion de ce chapitre, on ne peut, comme dans le cas espagnol, que saluer la générosité du gouvernement et du peuple mexicains vis-à-vis de la diaspora chilienne. Au nom du gouvernement de Michelle Bachelet, l'ambassadeur du Chili à Mexico a exprimé sa chaleureuse reconnaissance au peuple mexicain pour sa solidarité envers les exilés chiliens<sup>30</sup>.

### L'accueil des exilés argentins

En 1974, avant même l'instauration de la dictature militaire, le Mexique assiste à l'arrivée d'Argentins qui fuient leur pays pour échapper au risque d'être séquestrés ou assassinés. Sous la direction de Lopez Rega, ancien secrétaire de Peron puis ministre du Travail, la sinistre Alliance Anticomuniste Argentine exécute en toute impunité sous la présidence de Isabel Peron les adversaires du régime, en tout premier lieu les *Montoneros*. La Triple A sème la terreur dans la société argentine. Des centaines de militants politiques deviennent des cibles. En juin 1975, on dénombrait 2000 victimes de la Triple A . En octobre 1974, en raison d'un tel climat de terreur, 40 Argentins avaient dû s'exiler au Mexique. Au lendemain du coup d'Etat militaire de Rafael Videla, le pays aztèque accueille des milliers d'Argentins contraints à l'exil. En 2006, le président Nestor Kirchner a tenu à lui rendre un vibrant hommage pour son esprit de solidarité. L'ambassadeur de l'Argentine à Mexico a déclaré de façon symbolique : « **La tradition d'asile du Mexique est un des faits les plus importants de l'histoire. Les Mexicains peuvent légitimement se sentir fiers. Aucun autre pays n'a fait montre d'une politique d'asile aussi conséquente...** ». Effectivement, le Mexique est le

<sup>28</sup> Un intellectuel de la diaspora, Rogelio de la Fuente Gaete, a souligné la générosité de l'Université mexicaine à l'égard des Chiliens : « L'université Autonome Métropolitaine (UAM), l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), et beaucoup d'universités des Etats de la République furent nos refuges académiques où nous admit avec un inoubliable soutien spirituel, pédagogique et matériel, dans un climat d'affection et d'amitié qui prévaut après tant d'années ». México, *Detrás de la memoria*, UAM, 2008, p.69.

<sup>29</sup> Cf. José del Pozo Artigas, op.cit., p. 111-126.

<sup>30</sup> *La Jornada*, 3-12-2008.

pays qui a ouvert ses portes le plus largement aux Argentins qui cherchaient à échapper à la répression, suivi du Venezuela et de l'Espagne.

Les spécialistes jugent impossible de fournir un chiffre exact des émigrés. L'évaluation est rendue difficile par le fait que, en raison de l'effondrement économique de l'Argentine sous la dictature, de nombreuses victimes de la crise ont quitté le pays pour fuir la misère et non pour raison politique. On estime le nombre global entre 140000 et 300000. Les recensements mexicains enregistrent entre 1970 et 1980 4000 nouveaux émigrés argentins. Monica Palma Mora, invoquant le témoignage d'un exilé illustre, l'écrivain Noé Jitrik, retient le chiffre de 10000<sup>31</sup>.

On notera que, à l'inverse de Gonzalo Martinez de Corbala à Santiago du Chili, l'ambassadeur du Mexique à Buenos Aires, Roque Gonzalez Salazar, ne manifesta guère d'esprit de solidarité. Il n'accorda l'asile politique qu'à 63 militants péronistes en danger de mort<sup>32</sup>. Trois d'entre eux étaient appelés à un séjour prolongé à l'ambassade en raison du refus obstiné de la junte militaire de les autoriser à s'expatrier : l'ex-président de la République, Hector Campora, son fils Hector Pedro Campora et Juan Manuel Abal Medina. L'ambassadeur mexicain à Montevideo, Vicente Muñiz Arroyo, -qui exerça ses fonctions de mai 1974 à mai 1977- fit preuve pour sa part de beaucoup de courage et d'esprit de solidarité. Souvent au péril de sa vie, il parvint à accueillir à l'ambassade près de 400 personnes traquées par la dictature uruguayenne<sup>33</sup>.

Parmi les exilés, on observait un pourcentage important, 25%, de membres des professions libérales (médecins, architectes, avocats, journalistes, juges, ingénieurs), un pourcentage non moins important d'étudiants, 20%. On comptait par ailleurs 9% d'employés et de techniciens, 9% de cadres et 5% d'artistes. 40% de l'ensemble des exilés disposaient de titres universitaires. En somme, les exilés provenaient avant tout des classes moyennes cultivées, particulièrement haïes des militaires qui voyaient en elles des agents de la subversion marxiste communiste.

La principale cible ce furent les ouvriers -30% des disparus-. La faible présence des secteurs populaires dans l'exil argentin s'expliquerait selon un spécialiste, Pablo Yankelevich, par les difficultés économiques propres à l'exode.

Ces caractéristiques sociales de la diaspora expliquent d'une part la facilité avec laquelle elle réussit à s'insérer professionnellement au Mexique en plein boom économique dans les années 1970 et l'importance de sa production intellectuelle et littéraire. Le secteur public joua un rôle central dans l'intégration : les 2/3 des enseignants argentins trouvèrent un emploi dans des universités et 60% des personnes relevant des professions libérales furent admises dans des administrations publiques.

Si la majorité des Argentins ont résolu de façon satisfaisante le problème de l'emploi, il serait abusif de considérer que leur exil ne souleva guère de difficultés. La principale tint au fait que bien peu d'Argentins bénéficièrent de l'asile politique, à l'inverse des réfugiés espagnols et

<sup>31</sup> Ibid., p.8.

<sup>32</sup> Le pseudo argument invoqué par l'ambassadeur est ainsi défini par Guadalupe Rodriguez de Ita : « Un autre problème qui conduisit la représentation mexicaine à restreindre le droit d'asile tint au fait que de nombreuses demandes de droit d'asile furent rejetées pour la raison suivante : les intéressés pouvaient prouver que la répression dont ils étaient victimes risquait de leur faire perdre leur emploi mais ne pouvaient prouver qu'elle mît en danger de façon imminente leur vie et leur liberté ». « Experiencias de asilo registradas en las embajadas mexicanas », in Silvia Dutrénit Bielous, Guadalupe Rodriguez de Ita, (coordinadoras), *Asilo diplomático mexicano en el Cono Sur*. México, Instituto de investigaciones Dr. José María Luis Mora, 1999, p.136.

<sup>33</sup> Ana Buriano Castro et Silvia Dutrénit Bielous ont mis en exergue le caractère exceptionnel de son action : « Durant sa gestion, ce fut l'ambassadeur mexicain qui, dans l'aire du Cône Sud, octroya le plus grand nombre de droits d'asile proportionnellement à la population ». « Refugio en el sur, un embajador inolvidable », *Cuadernos del CLAEH*, n°96-97, Montevideo 2° serie, año 31, 2008/1-2, p. 85.

chiliens. Cette différence de statut tient à une particularité de l'exode argentin : l'immense majorité des exilés accédèrent par leurs propres moyens au Mexique, de façon individuelle<sup>34</sup>. Ceci s'explique par le caractère foudroyant de la répression dans tout le pays au lendemain du coup d'Etat du 24 mars 1976 qui empêcha tout départ massif. De plus, comme l'Argentine était environnée de dictatures totalitaires –Brésil, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie- et en raison de l'existence du Plan Condor, les Argentins contraints à l'exil durent prendre beaucoup de risques à mettre leur projet à exécution. Une fois au Mexique, tout danger ne fut pas écarté. La dictature argentine était si préoccupée par leur engagement politique qu'elle en vint à planifier l'assassinat en 1978 de différents dirigeants *Montoneros* dans le cadre d'une « opération Mexique »<sup>35</sup>.

Dans un tel contexte, durant une longue période, la prolongation de leur séjour fut subordonnée à une autorisation officielle de séjour, délivrée par le ministère de l'intérieur. Renouveler cette autorisation au prix de tracasseries administratives invraisemblables devint pour beaucoup un cauchemar.

Un autre problème, propre à tout exil, fut l'adaptation à une société très différente de la société argentine. Il serait un peu simpliste de s'imaginer que, comme les Mexicains et les Argentins parlent une même langue, l'espagnol, il n'y avait pas entre eux de problème de communication. En réalité, même si la communication était facilitée, il n'en demeure pas moins que les uns et les autres parlent une langue fort différente sur nombre de points.

Par ailleurs, un fossé séparait les identités des exilés et de leurs hôtes. Une plaisanterie bien connue : lorsqu'on demande à un Argentin d'où il descend en tant que peuple, il est censé répondre : du bateau. Il est vrai que l'immigration a joué un rôle fondamental dans la formation de l'identité argentine contemporaine. En revanche, l'identité mexicaine remonte à des temps immémoriaux, aux grandes civilisations précolombiennes.

Pour les Argentins, fiers d'être des blancs et de leur ascendance européenne, ce fut un choc de découvrir, à travers le Mexique, l'Amérique latine métisse, indienne. Clara E. Lida se montre sévère à propos des Argentins : « **Aussi bien la vision espagnole que la vision argentine coïncidaient par leur eurocentrisme et leur incompréhension, et même leur méconnaissance, du monde indigène et métis et ses manifestations culturelles et sociales. Ceci, compréhensible jusqu'à un certain point dans le cas des Espagnols, est incompréhensible chez les Argentins. Dans certains de leurs territoires vivent des populations indiennes et métisses avec des cultures et des sociabilités propres, mais pauvres et marginalisées**<sup>36</sup> ». Cette expérience fut féconde. Clara E. Lida souligne que, au contact du Mexique, les Argentins prirent conscience de la diversité raciale de leur propre pays et de leur ethnocentrisme ainsi que de leur appartenance au tiers monde latino-américain. Le peuple mexicain, dans son immense majorité, témoigna aux exilés une solidarité exceptionnelle. Ceux-ci s'imprégnèrent à tel point de la culture mexicaine qu'on les désigna comme des Argenmex. Au retour de la démocratie en Argentine, 70% retournèrent dans leur pays mais pénétrés d'un sentiment de nostalgie. A Buenos Aires, tous les 15 septembre, les Argenmex assistent à l'Ambassade du Mexique à la célébration du *Grito de Dolorès*, la fête nationale aztèque.

**En conclusion**, on ne peut que rendre hommage à la tradition d'hospitalité dont le Mexique a témoigné au XXe siècle même si on se doit d'introduire certains sérieux bémols. Nous avons

<sup>34</sup> C'est ce qu'observe Pablo Yankelevich : « Il ne s'est pas agi d'une émigration organisée ou financée par un organisme politique ou humanitaire national ou international . Ce fut un phénomène à caractère personnel ou familial, préparé et décidé de manière individuelle ». Ibid., p.24.

<sup>35</sup> Cf. *Clarín*, 24-04-2010.

<sup>36</sup> Clara E. Lida, Ibid., 214.



mis l'accent sur les exemples les plus significatifs de la générosité avec laquelle le Mexique a accueilli les exilés politiques, qu'ils soient espagnols, chiliens ou argentins. C'est un chapitre de l'histoire du pays aztèque qui est tout à son honneur et qui lui a valu un prestige international dont il peut être légitimement fier. On peut s'interroger sur les sources de cet esprit d'ouverture. Un député du Parti Révolutionnaire Institutionnel qui a monopolisé le pouvoir pendant 70 ans avance l'idée qu'il s'agirait d'une « **partie constitutive du chaleureux tempérament mexicain** ». Les gênes ont-ils à voir avec la solidarité ? Nous ne le pensons pas. Nous pensons plutôt que la sensibilité au malheur des autres, l'esprit de fraternité ont partie liée avec la Révolution Mexicaine, avec ses idéaux de justice sociale et de liberté. Il est significatif que Friedrich Katz ait pu écrire à propos de Gilberto Bosques : « A de nombreux points de vue, il était l'incarnation des tendances radicales de la Révolution mexicaine »<sup>37</sup>. Aujourd'hui, alors que, à l'heure du libéralisme triomphant, le Mexique a tourné la page de la Révolution, a renié pratiquement cet héritage, il n'est pas étonnant qu'il fasse preuve d'autant d'inhumanité vis-à-vis des transmigrants guatémaltèques que les Etats-Unis vis-vis de ses propres ressortissants<sup>38</sup>. Pour sa part, l'héritage xénophobe de la France de Daladier et Pétain n'est pas tombé en déshérence. Aujourd'hui comme hier, les étrangers sont honnis par la France officielle. L'actuel chef de l'Etat, à l'unisson du Front National, voue les immigrés à la vindicte publique, expulse sans miséricorde les sans-papiers, ordonne le démantèlement de centaines de camps de Roms. Le combat pour une société solidaire, sur les deux rives de l'atlantique et ailleurs, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Charles Lancha  
Professeur d'Université honoraire

---

<sup>37</sup> « México, Gilberto Bosques y los refugiados ». *La Jornada*, 25-04-2006. Lilian Liberman a réalisé en 2010 un documentaire intitulé « Visa pour le paradis » où elle rend hommage à l'action humanitaire du consul mexicain avec qui elle a pu avoir de longs entretiens. Bien qu'agé de cent ans, il avait conservé toute sa mémoire. Le documentaire a été projeté en 2011 à Marseille par l'association Solidarité Provence- Amérique du Sud dans une traduction française de Lilian Liberman elle-même.

<sup>38</sup> Les Guatémaltèques qui cherchent à se rendre aux Etats-Unis à partir de la frontière mexicaine sont l'objet, dans le sud du pays avant tout mais aussi au nord, de racket de la part de bandes de criminels, pratiquement en toute impunité. Les enlèvements massifs de migrants et les massacres de dizaines d'entre eux ne sont pas rares. De très nombreux articles de presse dénoncent ce scandale qui remonte loin dans le temps. Cf. en particulier Nathalie Ludec, « L'immigration guatémaltèque au Mexique : le regard du quotidien *La Jornada* (1996) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 8/2004, p.1-16. Cf. aussi particulièrement *La Jornada* des 4-11-2010 et 28-12-2010 ; *El País*, 8-01-2011 et 7-02-2012 ; *Página 12*, 24-12-2010.